RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
GROUPE



STRATÉGIE 2026-2030

Nigéria

#MondeEnCommun

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT 3
2. BESOINS EXPRIMÉS VIS-A-VIS DES BAILLEURS, Y COMPRIS VIS-À-VIS DE LA FRANCE 10
3. LA STRATEGIE DU GROUPE AFD 14
ANNEXE – CADRE LOGIQUE 17

1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT

1.1 Les défis de développement du Nigeria

Le Nigéria, première puissance démographique d'Afrique avec plus de **230 millions d'habitants**, constitue un acteur central de l'Afrique de l'Ouest et un pilier au sein de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, malgré son poids économique et un potentiel considérable, le pays reste confronté à des défis structurels majeurs qui entravent son développement et sa résilience aux chocs climatiques, sociaux ainsi qu'aux conflits internes comme externes. Pauvreté persistante, fragilités institutionnelles, manque d'infrastructures, inégalités, conflits, insécurité alimentaire et gouvernance perfectible se combinent et rendent complexe la mise en œuvre des politiques publiques.

Vulnérabilité économique et sociale. La pauvreté constitue l'un des défis les plus visibles. Selon les estimations récentes, **environ 63 % de la population nigériane vit sous le seuil national de pauvreté**, soit plus de **140 millions de personnes**, ce qui fait du Nigéria l'un des pays comptant le plus grand nombre de personnes pauvres au monde et dans la sous-région (27 % au Bénin et 20 % en RCI). En outre, plus de 30 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. Cette vulnérabilité économique s'accompagne de fortes inégalités en matière de redistribution des dividendes de la stabilisation macroéconomique engagée par le président Bola Ahmed Tinubu. En l'absence de dispositifs de compensation sociale robustes, une large partie de la population a vu son pouvoir d'achat se dégrader.

Cette situation est aggravée par **l'insuffisance d'infrastructures de base**, avec de fortes inégalités régionales au détriment des Etats du nord. L'accès à l'électricité est limité. **58 % de la population dispose d'un accès au réseau électrique** tandis que des dizaines de millions de personnes dépendent de générateurs privés ou de solutions informelles. En matière d'accès à l'eau, seuls 32% des Nigérians ont accès à un service d'eau potable sûr et 32% à l'assainissement. Dans le secteur de la santé, les fragilités sont aussi marquées par l'accès limité aux soins. L'espérance de vie se situe autour de **55 ans** et les infrastructures médicales sont insuffisantes pour répondre aux besoins d'une population si nombreuse. Le financement de la santé repose à 72 % sur les ménages, un niveau de paiement direct qui accroît le risque de pauvreté. Le ratio de médecins est d'environ **1 pour 5 000 habitants**, loin des standards recommandés par l'Organisation mondiale de la santé. Les indicateurs sanitaires illustrent cette situation, la mortalité infantile atteint encore **environ 55 à 60 décès pour 1 000 naissances vivantes**, tandis que la mortalité maternelle dépasse **500 décès pour 100 000 naissances**, soit l'un des niveaux les plus élevés au monde. La couverture vaccinale demeure insuffisante. Seuls **64 % des enfants reçoivent les principaux vaccins de base**, ce qui contribue à maintenir un niveau élevé de mortalité infantile.

Vulnérabilité face au changement climatique. Le Nigeria apparaît très vulnérable et peu préparé au changement climatique. Les épisodes de fortes précipitations et les risques d'inondations devraient s'accentuer dans les années à venir, notamment dans les zones côtières (delta du Niger), alors que la saison des pluies serait retardée. Les températures devraient augmenter de manière significative (augmentation de 2,9°C pour atteindre +5,7°C d'ici la fin du siècle), notamment dans le nord sahélien – où le secteur agricole est prédominant, augmentant le risque d'insécurité alimentaire dans un contexte de forte pression démographique.

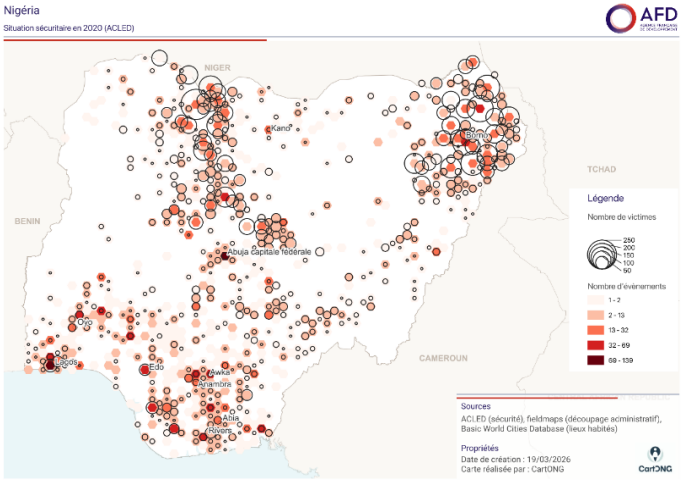
Faible capacité d'adaptation au changement climatique. La biodiversité s'est largement dégradée (extinction d'espèces, réduction du couvert forestier), dans ce pays où la couverture végétale des sols ne représente que 35 % du territoire et où 53 % du territoire est cultivé. La zone du delta du Niger par exemple, subit une dégradation sévère de sa biodiversité, principalement due aux dégâts environnementaux colossaux générés par l'exploitation pétrolière, causant la destruction de la mangrove et la dégradation des conditions de vie des populations.

Vulnérabilité aux conflits. La question sécuritaire demeure l'un des défis les plus critiques pour la stabilité du pays. La sécurisation effective du territoire reste incomplète en raison de l'activité de groupes armés non-étatiques ou terroristes et de multiples formes de violence. Les régions du nord du pays sont les plus touchées par l'insécurité, notamment en raison de l'insurrection du groupe jihadiste Boko Haram et de ses factions dissidentes. Les violences ont toutefois tendance à s'étendre vers la région du « North Central », également appelée « Central Belt », qui inclut les États de Niger, d'Adamawa et du Plateau. Dans ces zones, les tensions mêlent insurrections, conflits entre communautés agricoles et pastorales, communautés religieuses, criminalité organisée et banditisme. Ces dynamiques sécuritaires affectent directement le développement économique et compliquent l'action des autorités publiques comme celle des partenaires internationaux.

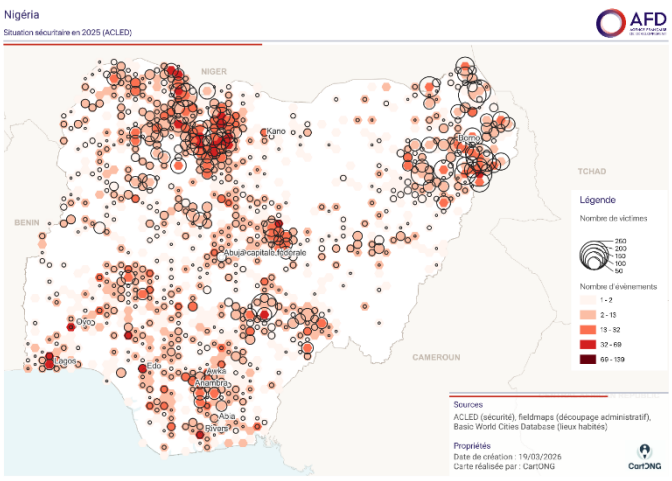
Résulte de ces menaces **un nombre élevé de populations déplacées internes**. Le Nigéria concentre à lui seul près de 10 % des personnes déplacées du continent avec environ 3,5 millions de personnes, auxquelles s'ajoutent un peu moins de 100 000 réfugiés qui ont fui leur foyer en raison de la violence et des attaques transfrontalières, des effets du changement climatique et des catastrophes naturelles, principalement en provenance du nord-ouest du Nigéria, du Bénin, du Niger. Si dans toutes les zones, les populations locales se sont jusqu'ici montrées accueillantes, l'augmentation de la pression autour des ressources naturelles (eau, terre, pâturage) devient une source de conflit. L'accès aux services publics, est largement saturé dans les localités concernées par l'accueil des déplacés et réfugiés.

Evolution des incidents sécuritaires au Nigéria entre 2020 et 2025

Carte 1 - Situation sécuritaire en 2020



Carte 2 – Situation sécuritaire en 2025



Le défi de la gouvernance. Au-delà des enjeux socio-économiques et sécuritaires, la structuration institutionnelle du pays constitue un défi majeur pour la mise en œuvre des politiques publiques. Le Nigéria fonctionne selon un système fédéral composé d'un gouvernement central et de **36 États fédérés**, chacun disposant de compétences et d'une autonomie budgétaire significatives. Dans ce contexte de fragilités, ce double niveau de gouvernance représente un enjeu de coordination entre les politiques nationales et leur mise en œuvre sur le terrain. Dans des secteurs clés comme l'eau ou la santé, les programmes sont souvent conçus au niveau fédéral mais leur exécution dépend largement de l'autorité des États, dont les capacités de maîtrise d'ouvrage sont faibles. Cette fragmentation institutionnelle peut entraîner des retards dans l'exécution budgétaire, des incohérences dans la mise en œuvre, des problèmes de redevabilité et d'efficacité des programmes publics. A contrario, le secteur privé voit dans cette fragmentation des autorités, associée à une faible régulation, une source d'opportunités.

1.2 Analyse rétrospective, les réussites du Nigéria

Le Nigéria a enregistré des avancées significatives en dépit des défis économiques, sécuritaires et institutionnels. Ces progrès concernent notamment la stabilisation d'indicateurs macroéconomiques, la contribution du secteur rural à la richesse nationale et à la sécurité alimentaire, la gestion prudente de l'endettement extérieur, le développement du secteur privé et la consolidation de certains partenariats structurants avec les bailleurs internationaux.

La consolidation macro-économique. L'un des progrès notables concerne la mise en œuvre de réformes macroéconomiques visant à améliorer la soutenabilité des finances publiques, la compétitivité de la naira et la transparence de l'économie. Depuis 2023, les autorités nigérianes ont progressivement engagé des mesures de rationalisation des dépenses publiques, pour améliorer la mobilisation de recettes fiscales et renforcer la gestion macroéconomique. La suppression progressive de certaines subventions coûteuses ainsi que les réformes du marché des changes ont contribué à réduire certaines distorsions économiques. Ces mesures ont renforcé la crédibilité de la politique économique du pays, même si leur mise en œuvre a entraîné des effets sociaux importants, avec une hausse de la pauvreté sans provoquer toutefois de soulèvements sociaux. Dans l'ensemble, ces réformes traduisent une volonté de renforcer la stabilité macroéconomique, d'assainir les finances publiques et d'améliorer l'attractivité du Nigeria dans un contexte international de forte volatilité des prix du pétrole.

La gestion de l'endettement extérieur constitue également un domaine dans lequel le Nigéria a démontré une certaine discipline. Comparé à de nombreux pays émergents, le niveau d'endettement extérieur du Nigéria reste relativement maîtrisé, même après la réforme du marché des changes et la forte dépréciation de la naira qui a entraîné une réévaluation à la hausse du montant de la dette extérieure. En 2025, la dette publique totale ne représente que 39 % du PIB contre 45 % dans les pays du Golfe du Guinée et 63 % sur l'ensemble du continent africain. Cette prudence en matière d'endettement s'explique notamment par un cadre institutionnel spécifique : les plans d'emprunt du gouvernement doivent être validés par le Parlement fédéral, ce qui introduit un mécanisme de contrôle politique sur la trajectoire d'endettement et d'importants délais pour la validation des financements des bailleurs bi et multilatéraux (1 à 2 ans). Néanmoins, cette supervision contribue à maintenir une trajectoire relativement prudente et à préserver la soutenabilité de la dette publique.

Une production agricole soutenue. Le Nigéria a démontré sa capacité à maintenir un niveau de production agricole qui lui assure une quasi autosuffisance alimentaire dans un contexte de croissance démographique rapide et d'urbanisation soutenue. La population urbaine a fortement augmenté ces dernières années, avec des métropoles comme Lagos, Abuja ou Kano concentrant une part croissante de la demande de biens vivriers. Dans ce contexte, les zones rurales ont joué un rôle déterminant en approvisionnant les centres urbains, malgré le manque d'investissement dans les infrastructures comme l'irrigation, la transformation et les chaînes logistiques. Cette dynamique a permis de soutenir une production agricole significative, faisant du secteur agricole un pilier de l'économie (25 % du PIB en 2024 contre 20 % en 2014) et employant plus d'un tiers de la population active. Toutefois, cette résilience reste relative, environ 35 millions de Nigérians restent en situation d'insécurité alimentaire, en particulier dans le Nord du pays et dans les zones urbaines, fortement dépendantes des importations de denrées alimentaires.

Un secteur privé porteur. Le développement du secteur privé constitue un autre élément positif de la trajectoire récente du pays. Bien qu'une part importante de l'économie demeure liée au secteur informel, le Nigéria dispose du tissu entrepreneurial le plus important du continent africain, avec un secteur privé dynamique dans les domaines du commerce, des services, des technologies et de l'industrie. Dans le **secteur énergétique**, l'un des développements les plus marquants est la montée en gamme dans la chaîne de valeur pétrolière. A titre d'exemple, la mise en service de la *Dangote Refinery* (méga-raffinerie de carburants dotée d'une capacité de 650.000 barils/jours, soit la plus importante du continent

Africain), constitue une étape majeure pour l'économie nigériane et doit permettre au pays de réduire fortement sa dépendance aux importations de carburants raffinés, alors même qu'il est l'un des principaux producteurs de pétrole brut du continent. Cette évolution représente un pas important vers une meilleure valorisation domestique des ressources naturelles du pays.

Un autre atout du Nigeria est la puissance de son **tissu de start-ups**. En témoigne en 2025 la captation de plus du quart des investissements internationaux sur l'ensemble du continent Africain par les start-ups nigérianes. L'écosystème favorable, a permis ces dix dernières années l'émergence de géants du numérique et de la fintech, comme Monipoint ou Paystack.
Le **soft power** constitue également un atout pour le Nigeria dont la force créative est reconnue tant sur le continent Africain que dans le monde entier, aidé en cela par l'importance de sa diaspora.

Des collaborations fructueuses avec les partenaires techniques et financiers. Plusieurs exemples illustrent la qualité de certains partenariats entre le Nigéria et les bailleurs internationaux (dont le groupe AFD). La *Development Bank of Nigeria* (DBN) s'est progressivement imposée comme une institution solide et crédible, capable de soutenir le financement de très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). En facilitant l'accès au crédit pour ces acteurs économiques souvent exclus du système bancaire traditionnel, la banque contribue directement au développement du secteur privé et à la création d'emplois (cf. l'encadré ci-dessous sur l'appui apporté à la DBN). La *Bank of Industry* (BoI) joue un rôle complémentaire — et souvent alternatif, à celui des banques commerciales dans le système financier nigérian, en acceptant des profils plus risqués et proposant des conditions plus souples avec des maturités plus longues.

Evaluation et impact de la ligne de crédit à la Development Bank of Nigeria (DBN)

Une évaluation ex-post finalisée en 2023 de la ligne de crédit AFD de 130 MUSD à la DBN mise en œuvre entre 2015 et 2021, a permis de confirmer la pertinence du soutien à cet acteur-clé du renforcement de l'accès des TPE-PME nigérianes aux services financiers. En tant que « banque de banques » en cours de structuration, la DBN a pu bénéficier d'un appui multi-bailleurs axé sur la consolidation de sa gouvernance et de son modèle économique, grâce notamment à une assistance technique très substantielle et à la mise en place d'un mécanisme de garantie. Si la DBN doit encore progresser dans sa capacité à toucher indirectement les primo-emprunteurs, la ligne de crédit AFD a permis de faciliter l'accès au crédit de **34 000** entreprises et a contribué à renforcer la couverture des TPE-PME par les institutions de microfinance et les banques commerciales.

Dans le domaine des **transports urbains**, l'autorité métropolitaine *Lagos Metropolitan Area Transport Authority* (LAMATA) joue un rôle central dans la planification et la mise en œuvre des politiques de mobilité de l'agglomération de Lagos (22 millions d'habitants), l'une des villes les plus dynamiques et les plus peuplées du continent africain. Sa capacité à conduire des projets structurants en fait un partenaire crédible pour les programmes de développement urbain.

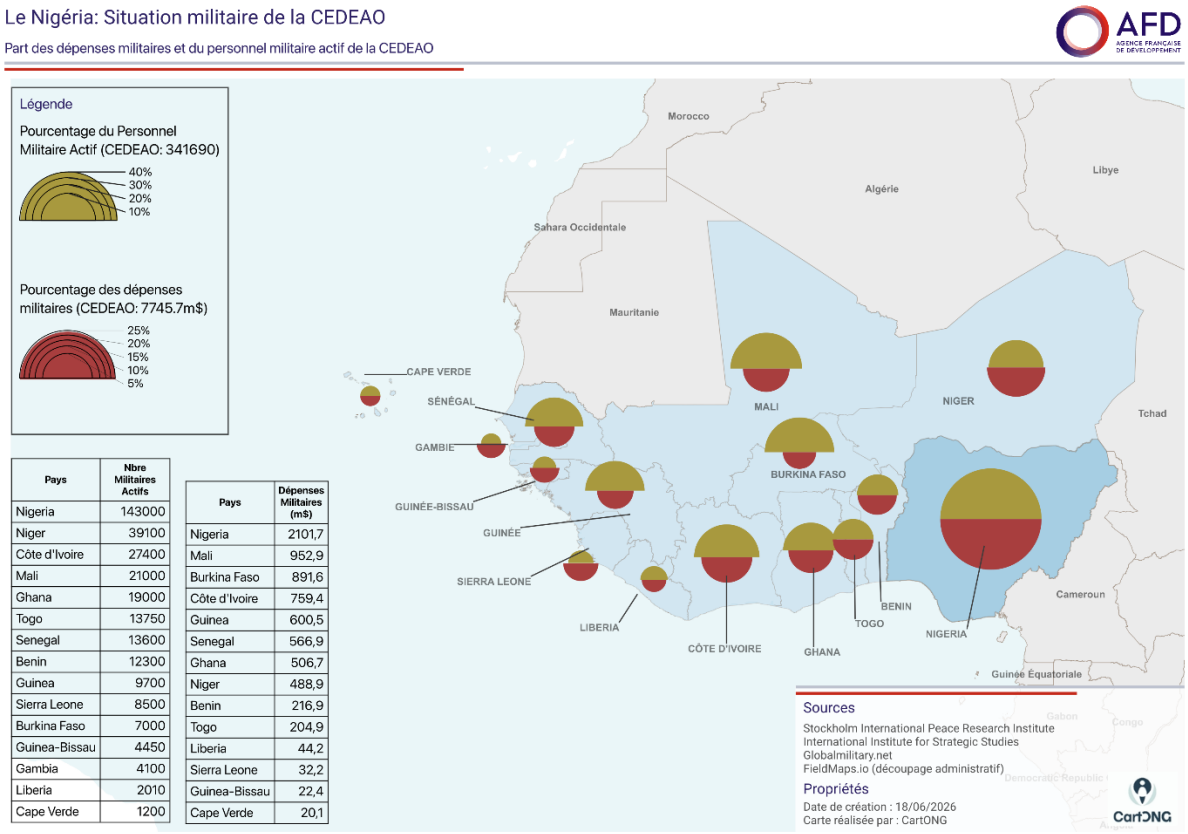
Enfin, les progrès réalisés dans le domaine de **l'identité numérique** illustrent la capacité du Nigéria à engager des transformations profondes dans certains secteurs clés. Dans le cadre des initiatives d'identification numérique soutenues par des programmes internationaux – telle que l'initiative *Identification for Development* (ID4D) cofinancé par la BAfD, BIsD et l'AFD, le pays a considérablement étendu la couverture de son système d'identité nationale. Aujourd'hui **120 à 125 millions de Nigérians disposent d'un identifiant national numérique (NIN), soit près de la moitié de la population**. Cette avancée constitue un levier essentiel pour améliorer l'accès aux services publics, renforcer l'inclusion financière et faciliter la mise en œuvre de politiques sociales plus ciblées.

1.3 Une géopolitique d'équilibre régional du Nigéria, allié stratégique de la France et de l'Europe en Afrique.

Au cours des cinq dernières années, le Nigeria a maintenu **un positionnement géopolitique pragmatique et relativement équilibré**, cherchant à préserver son rôle de puissance régionale en Afrique de l'Ouest tout en diversifiant ses partenariats internationaux.

Au niveau régional, **le Nigeria demeure l'acteur central de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest** (CEDEAO), en étant sa première économie et principale puissance démographique et militaire (*cf. ci-dessous l'illustration en cartes du poids démographie, militaire et économique du Nigéria au sein de la CEDEAO*). Le pays continue de jouer un rôle déterminant dans la gestion des crises régionales. Le Nigéria est un contributeur actif de la réserve régionale de sécurité alimentaire et de la stratégie de stockage mutualisée des céréales. Ces dernières années, il a soutenu les initiatives politiques et militaires de la CEDEAO en faveur de la stabilité institutionnelle face aux tentatives de déstabilisation dans la région. L'engagement de forces nigérianes dans des opérations régionales illustre la volonté du pays de préserver l'ordre constitutionnel et la sécurité collective dans son voisinage immédiat.

Carte 3 – La puissance militaire du Nigéria au sein de la CEDEAO



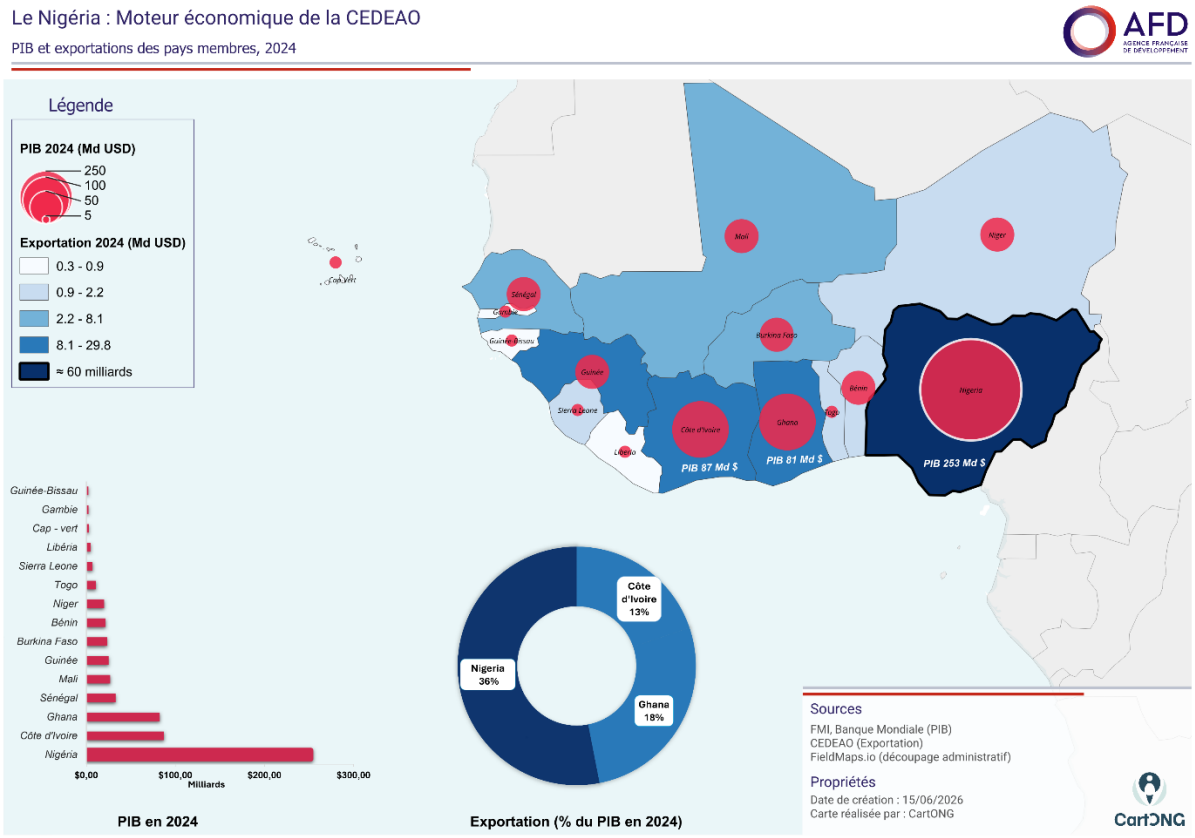
Pays	Nbre Militaires Actifs
Nigeria	143000
Niger	39100
Côte d'Ivoire	27400
Mali	21000
Ghana	19000
Togo	13750
Senegal	13600
Benin	12300
Guinea	9700
Sierra Leone	8500
Burkina Faso	7000
Guinea-Bissau	4450
Gambia	4100
Liberia	2010
Cape Verde	1200

Pays	Dépenses Militaires (m$)
Nigeria	2101,7
Mali	952,9
Burkina Faso	891,6
Côte d'Ivoire	759,4
Guinea	600,5
Senegal	566,9
Ghana	506,7
Niger	488,9
Benin	216,9
Togo	204,9
Liberia	44,2
Sierra Leone	32,2
Guinea-Bissau	22,4
Cape Verde	20,1

Sur le plan international, le Nigeria poursuit une stratégie diplomatique fondée sur l'équilibre entre partenaires occidentaux et puissances émergentes. Les relations avec les États-Unis et l'Union européenne restent importantes en matière commerciale, sécuritaire et financière. L'Union européenne constitue ainsi le principal partenaire commercial du pays, représentant environ **42 % des exportations nigérianes** et près de **58 % du stock d'investissements directs étrangers**. Sur le plan militaire, le Nigéria se positionne en demande d'appui et de coopération militaire avec les Etats-Unis, l'Europe et plus particulièrement la France. La capacité du Nigéria à agir positivement pour la stabilisation de la sous-région –notamment au Bénin, représente un intérêt stratégique partagé avec ses partenaires occidentaux dans la lutte contre les groupes armés non-étatiques terroristes tel Boko Haram. Ces

relations stratégiques permettent de contribuer à l'amortissement des chocs potentiels auxquels le Nigéria est exposé (sécuritaires, climatiques et/ou sociaux) et ainsi réduire le risque potentiel de migrations massives du Nigéria vers ses voisins.

Carte 4 – Le Nigéria, moteur économique de la CEDEAO, comparaison PIB et niveau d'exportations.



Parallèlement, le Nigeria renforce ses relations avec la Chine, devenue son premier fournisseur et un partenaire financier majeur. Les entreprises et institutions chinoises jouent un rôle croissant dans le financement et le développement d'infrastructures, dans l'énergie et l'exploitation minière. Depuis 2023, plus de **20 milliards de dollars d'investissements** ont été annoncés dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie et l'agriculture.

Cette diplomatie d'équilibre permet au Nigeria de préserver son autonomie stratégique, d'attirer des financements et de consolider son statut de puissance pivot en Afrique de l'Ouest dans un contexte international marqué par une concurrence accrue entre grandes puissances.

1.4 Opportunités et leviers de changement

Le Nigeria dispose de leviers de transformation susceptibles de soutenir une trajectoire de développement plus inclusive et durable au cours des prochaines décennies, à condition de surmonter plusieurs contraintes structurelles.

La démographie. Avec une population estimée à plus de **230 millions d'habitants** qui pourrait atteindre **près de 400 millions d'ici 2050**, le Nigeria peut devenir le troisième pays le plus peuplé du monde. Si cette dynamique crée des pressions considérables sur les infrastructures, l'emploi et les services publics, elle représente également une opportunité significative. Le pays bénéficie d'une population très jeune et entrepreneuriale susceptible de soutenir l'innovation, notamment dans les services numériques

et les fintechs. La **diaspora** nigériane constitue aussi un atout économique important, les transferts de fonds contribuant déjà de manière significative aux ressources extérieures du pays.

Les ressources naturelles représentent un second levier clé. Le Nigeria dispose d'importantes réserves d'hydrocarbures ainsi que de ressources minières stratégiques. L'enjeu consiste désormais à mieux valoriser ces ressources pour financer le développement à long terme, notamment à travers des instruments de gestion tels que le fonds souverain *Nigeria Sovereign Investment Authority* (NSIA). Par ailleurs, la montée en puissance des capacités de raffinage domestiques contribue à mieux maîtriser la chaîne de valeur pétrolière, réduire la dépendance aux importations de produits raffinés et renforcer l'autonomie énergétique. Elle pourrait également modifier la nature des exportations. En mars 2026 par exemple, le Nigeria a commencé à exporter du carburant raffiné en Afrique de l'ouest, en Afrique centrale mais également au Royaume-Uni.

Le secteur agricole, peu mécanisé, constitue un levier stratégique encore sous-exploité. Malgré un retard d'investissement estimé à près de deux décennies, la production agricole a progressé. La diversité des zones climatiques et l'abondance de terres cultivables offrent un potentiel considérable pour développer des chaînes de valeur agricoles compétitives, à condition de privilégier les investissements dans la productivité, la logistique et l'agro-transformation plutôt que des politiques de subventions généralisées.

La planification urbaine représente un autre enjeu central. Le Nigeria compte **plus de 25 villes de plus d'un million d'habitants**, souvent marquées par un déficit de planification urbaine et d'infrastructures tels les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Une meilleure planification territoriale, combinée à des investissements dans les transports, l'énergie et le logement, pourrait transformer ces agglomérations en véritables pôles de croissance économique. Cette dynamique urbaine offre une opportunité majeure de structuration du territoire, en favorisant l'émergence de systèmes urbains plus intégrés, capables de soutenir la productivité et l'attractivité économique du pays. Enfin, le développement de réseaux de transport performants articulés aux politiques d'aménagement urbain, renforcerait l'accès aux opportunités économiques et aux services, en faveur d'une meilleure cohésion territoriale.

Le système financier nigérian constitue un levier essentiel de transformation économique, sociale et environnementale. Malgré une forte concentration du secteur et une exposition significative aux risques de change et aux chocs macroéconomiques, il bénéficie d'une profondeur financière qui lui permet de soutenir les priorités de développement du pays. Les banques publiques de développement, notamment la *Bank of Industry* et la *Bank of Agriculture*, jouent un rôle structurant en orientant les financements vers des secteurs à fort impact. Elles contribuent à l'essor des PME, à l'accélération de la transition climatique et énergétique, ainsi qu'au renforcement de l'inclusion financière des populations vulnérables. L'élargissement de l'accès aux services financiers constitue un puissant vecteur de réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre les zones rurales et urbaines. Il favorise également la résilience climatique en soutenant les investissements dans l'efficacité énergétique, les énergies propres et l'adaptation des secteurs productifs, en particulier l'agriculture.

2. BESOINS EXPRIMÉS VIS-A-VIS DES BAILLEURS, Y COMPRIS VIS-À-VIS DE LA FRANCE

2.1 Les ambitions du Nigéria

Le Nigéria s'est doté d'un ensemble de plans, dont la stratégie *Renewed Hope* 2026-2030, pour conduire le pays vers une économie émergente. Elle constitue le nouveau cadre de planification du développement à moyen terme du Nigéria et vise à soutenir la transformation économique du pays à l'horizon 2030. *Renewed Hope* correspond à un plan de transition entre les réformes actuelles et la vision de long terme *Agenda 2050* pour transformer l'économie nigériane et atteindre 1 000 milliards USD de PIB d'ici 2030 ; un objectif très ambitieux puisqu'actuellement le PIB Nigérian se situe entre 250 et 300 milliards USD. Cette stratégie repose sur une articulation entre stabilisation économique et accélération du développement. Elle vise à :

- **consolider les réformes macroéconomiques** en cours, notamment en matière de gestion des finances publiques, de politique monétaire de rationalisation des subventions et d'augmentation des recettes fiscales ;
- **impulser une dynamique de croissance inclusive**, par la continuité des politiques publiques en réponse aux défis sociaux (pauvreté, emploi, discriminations liées au genre, sécurité).

La validation de cette orientation stratégique par le National Economic Council en août 2025 témoigne d'un consensus institutionnel autour de cette double exigence de stabilisation et d'accélération. Sa déclinaison opérationnelle détaillée reste en cours de formalisation en 2026, pour devenir l'axe de dialogue et de mobilisation des partenaires techniques et financiers au Nigéria.

Depuis 2006, le Nigéria dispose également d'une *National Gender Policy*, dont la dernière version a été révisée en 2021 pour la période 2021-2026. Cette politique vise à améliorer l'accès des femmes à l'éducation, à l'emploi, à la santé, aux ressources économiques et à leur participation dans la vie politique. Elle met également l'accent sur les inégalités multidimensionnelles (géographiques, économiques et liées à l'âge) en s'appuyant sur des programmes de réduction de la pauvreté. Malgré ces efforts, les écarts restent importants : selon le Global Gender Gap Report 2024, le Nigeria est classé 125e sur 146 pays avec un score de 0,65/1. Les femmes n'occupent que 3,9 % des sièges parlementaires et leurs revenus estimés représentent environ la moitié de ceux des hommes.

2.2 Le Nigéria et ses partenaires de développement

2.2.1. Soutenir l'économie, combler le déficit d'infrastructures et développer les filets sociaux

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie *Renewed Hope* 2026-2030, le Nigéria attend un engagement accru des partenaires du développement autour de plusieurs priorités.

La première concerne la création d'emplois et l'inclusion économique, avec un accent particulier mis sur la jeunesse ; à travers le développement d'opportunités économiques et entrepreneuriales, mais aussi des compétences, par l'enseignement supérieur et la formation professionnelle. Il est estimé qu'entre 3 et 5 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail au Nigéria, un défi en termes de volume et de diversités de profils à qui proposer des emplois décents.

En parallèle, le renforcement des infrastructures constitue un axe essentiel, notamment dans les domaines de l'accès à l'eau, l'assainissement, l'électricité et la connectivité numérique, considérés comme des leviers indispensables à la transformation économique.

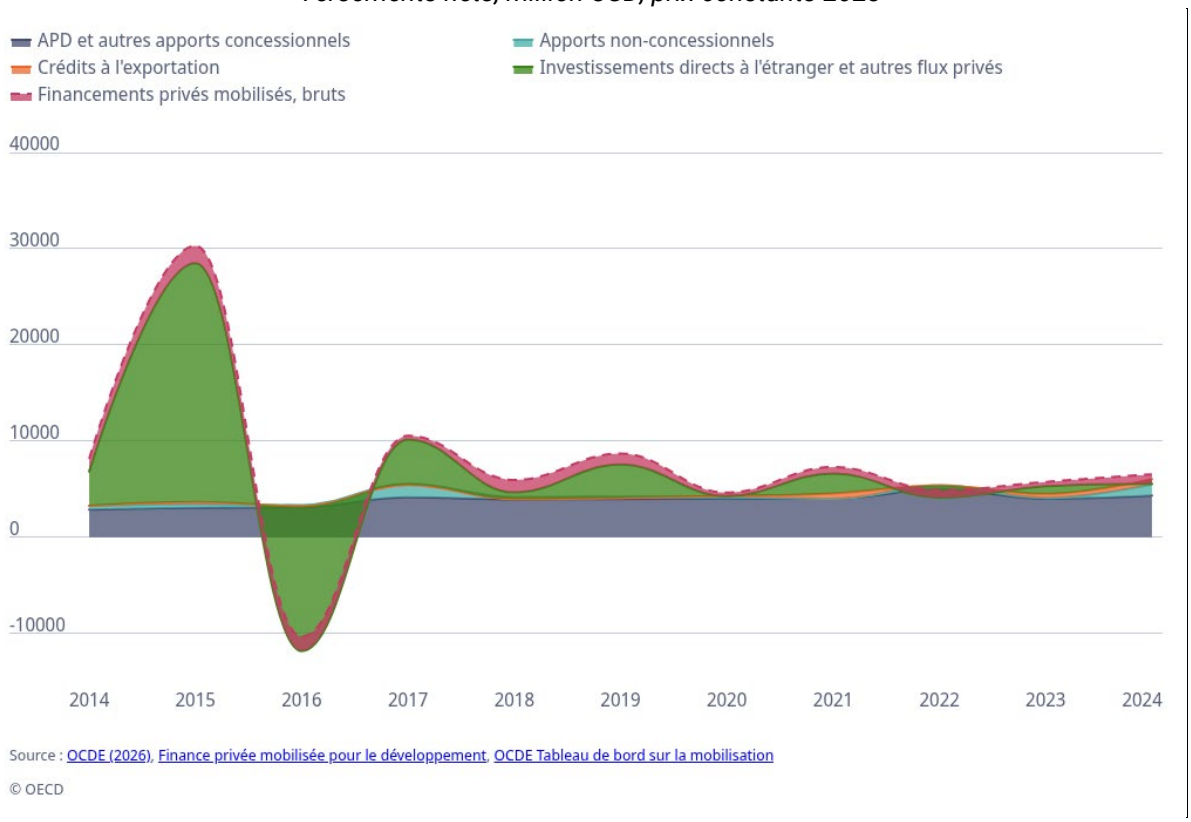
Enfin, les partenaires sont également mobilisés pour répondre aux défis sociaux persistants et soutenir les efforts de réduction de la pauvreté. À cet égard, le gouvernement nigérian s'est fixé des objectifs ambitieux, visant à sortir 100 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2030, tout en élargissant la

couverture sanitaire à travers le *Basic Healthcare Provision Fund*, et l'objectif de couvrir 20 % de la population, soit environ 47 millions de personnes. Ces priorités traduisent une volonté de conjuguer croissance économique et inclusion sociale et d'accompagner la résilience aux chocs de sa population.

2.2.2. Un partenaire exigeant sur les modalités de l'aide.

La mise en œuvre des priorités du plan *Renewed hope* repose sur une évolution des modalités de financement et de coordination de l'aide. Le ministère des Finances – qui coordonne la politique d'endettement extérieur, sollicite un recours accru au financement budgétaire en complément de l'aide projet traditionnelle. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la dépense publique en renforçant l'alignement, sur les priorités nationales, des ressources extérieures et notamment des flux d'aide publique au développement estimés à 1% du PNB (1,5% en intégrant les autres flux publics non concessionnels). Les flux d'APD restent limités par rapport à la taille de l'économie nigériane, mais constituent un coussin de stabilité face aux autres flux (notamment privés) plus volatiles (*cf. graphique 1 ci-dessous*).

Graphique 1 : Apports totaux vers le Nigéria et financements privés mobilisés (2014-2024)
Versements nets, million USD, prix constants 2023



Source : OCDE (2026), Finance privée mobilisée pour le développement, OCDE Tableau de bord sur la mobilisation

© OECD

Par ailleurs, le Nigéria encourage fortement le réflexe du cofinancement entre bailleurs, dans une logique de mutualisation des ressources et de partage des risques entre partenaires. Cette approche vise aussi à limiter la fragmentation des interventions des partenaires techniques et financiers, en favorisant le pilotage et en facilitant le suivi pour les contreparties nigérianes. Le groupe AFD déploie la majorité de ses financements en cofinancement et en partenariat et entend poursuivre sur cette voie. Cela permet de répondre à la demande nigériane et de saisir des opportunités à l'échelle du pays grâce à la syndication de plusieurs bailleurs[1].

[1] A l'image des programmes Omi Eko (navettes fluviales pour le transport urbain à Lagos avec l'Union Européenne et la BEI) et Value Chain (développement de chaînes de valeur agricoles dans les Etats du Nord avec le FIDA).

La République Fédérale du Nigéria est un emprunteur solvable et exigeant. Avec un taux d'endettement extérieur de 39 %, le Nigéria n'est plus sous « programme FMI » depuis 2001. C'est un partenaire qui veille à conserver un emprunt extérieur limité et maitrisé.

En parallèle, le Nigeria offre un cadre favorable d'intervention pour les DFIs bilatéraux et multilatéraux servant le secteur privé. Ces derniers ont une certaine liberté dans leur stratégie d'intervention et se voient imposer peu de contraintes réglementaires notamment bancaires, favorisant la diversité d'acteurs et d'intervention. IFC (groupe Banque mondiale) est très active dans le pays, tout comme les EDFIs tels que PROPARCO, British International Investment (BII), FMO, DEG (Groupe KfW), Swedfund, Norfund, Finnfund et plus récemment la BERD.

2.3 L'action de l'AFD au Nigéria : un instrument de la relation bilatérale franco-nigériane

Après vingt ans de présence au Nigéria, le Groupe AFD apparaît comme un vecteur central de la relation franco-nigériane à l'intersection des trois grandes priorités de la France au Nigéria : consolider le partenariat politique et contribuer aux objectifs de développement et de stabilité du pays et de la région ; renforcer les relations économiques bilatérales ; et accroître le rayonnement et l'influence de la France. Par son implantation auprès du Gouvernement fédéral, des Etats fédérés, du secteur privé et du secteur bancaire, l'AFD constitue ainsi un outil privilégié du partenariat franco-nigérian.

2.3.1. Une contribution directe aux objectifs politiques et au renforcement de la relation bilatérale

La stratégie française vise à construire des relations durables de confiance avec les autorités fédérales et fédérées, à dialoguer avec l'ensemble des acteurs nigérians et à accompagner le Nigéria dans son rôle de puissance régionale. L'action de l'AFD contribue concrètement à ces objectifs en entretenant une relation de long terme avec les institutions nigérianes et en intervenant dans des secteurs directement liés aux priorités de développement du pays.

La continuité de l'intervention du Groupe AFD constitue à cet égard un atout diplomatique. Les autorités nigérianes ont exprimé leur souhait de poursuivre la collaboration avec l'AFD, en conservant une certaine continuité sectorielle et géographique. Cette demande témoigne de la confiance acquise par l'Agence et permet à la France de disposer d'un partenaire reconnu et durable au sein de l'écosystème institutionnel nigérian.

L'action de l'AFD contribue également à renforcer la visibilité de la France. Les autorités nigérianes souhaitent en particulier développer des projets « vitrine » franco-nigérians, capables d'incarner concrètement la coopération entre les deux pays. Les projets de transport urbain à Lagos ou ceux consacrés à la formation professionnelle constituent ainsi des marqueurs visibles de la présence française. Ils permettent de donner une traduction concrète au partenariat politique et de renforcer son appropriation par les populations et les acteurs locaux.

Cette dimension est particulièrement cohérente avec l'objectif français de renforcer l'image de la France au Nigéria et de valoriser les actions françaises. L'AFD contribue ainsi à transformer la relation diplomatique en réalisations concrètes, visibles et susceptibles de nourrir un récit commun entre les deux pays.

2.3.2 Une réponse aux priorités économiques du Nigéria et un levier de diplomatie économique française

L'action du Groupe AFD s'inscrit également au cœur de la priorité française consistant à participer au développement du Nigéria tout en approfondissant les relations économiques bilatérales.

Les secteurs d'intervention de l'AFD répondent à plusieurs des domaines identifiés comme stratégiques par la France : énergie, agriculture, infrastructures urbaines, eau, numérique, formation professionnelle et santé. Ils correspondent également à des besoins majeurs du Nigéria et offrent des opportunités importantes pour les entreprises françaises.

Les partenaires nigérians manifestent notamment un intérêt marqué pour les transferts de technologies et de savoir-faire français. Les secteurs de la mobilité urbaine, des réseaux électriques, de l'eau potable et de l'agriculture sont particulièrement concernés. L'intervention de l'AFD permet donc de faire converger l'objectif de développement du Nigéria avec la volonté française de promouvoir l'expertise et les entreprises françaises.

Cette convergence est renforcée par la mobilisation de l'ensemble des composantes du Groupe AFD. Proparco et Expertise France participent à cette approche intégrée permettant de proposer aux partenaires nigérians une palette d'instruments combinant financements, investissements, expertise et accompagnement des politiques publiques.

L'AFD en répondant à la demande nigériane d'expertise et de transfert de compétences, contribue à créer un environnement favorable à la présence économique française. Elle constitue donc un instrument de diplomatie économique, en permettant de faire connaître l'offre française et de faciliter la mise en relation entre acteurs publics, privés et financiers.

2.3.3. Une réponse aux attentes nigérianes en matière de développement et de transformation structurelle

Les attentes du Gouvernement nigérian dépassent la seule question des infrastructures. Les autorités souhaitent bénéficier de l'expertise française pour structurer et mettre en œuvre des politiques publiques dans plusieurs domaines prioritaires.

La protection sociale, la formation professionnelle, notamment dans le secteur agricole, ainsi que le développement des compétences constituent des domaines où les attentes nigérianes rejoignent les capacités d'intervention françaises. Ces secteurs sont également cohérents avec les priorités françaises en matière de développement durable, d'emploi et d'autonomisation des populations.

L'AFD répond donc à une double demande : financer des infrastructures et accompagner la transformation des politiques publiques. Cette dimension institutionnelle est essentielle car elle permet de répondre au besoin de renforcement des capacités des administrations et des acteurs locaux tout en contribuant à la mise en place de partenariats avec des institutions françaises.

L'équilibre géographique constitue également une attente importante du partenaire nigérian. Le souhait de maintenir une intervention à la fois au niveau fédéral et dans les 36 Etats fédérés rejoint l'objectif français de développer des relations de confiance à différents niveaux de gouvernance. L'AFD dispose ainsi d'un positionnement particulièrement pertinent pour accompagner la structure fédérale du Nigéria et nouer des relations avec les gouverneurs et les autorités locales.

2.3.4. Une contribution aux enjeux globaux et régionaux

Même si l'action de l'AFD ne relève pas directement des instruments de sécurité ou de défense, elle contribue indirectement aux objectifs français de stabilité et de développement durable. Les interventions dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, les infrastructures, l'eau ou la formation participent à la réduction des vulnérabilités économiques et sociales qui peuvent alimenter les fragilités internes et régionales.

Cette approche rejoint également la volonté française de soutenir le rôle du Nigéria comme puissance régionale. En accompagnant le développement du pays et le renforcement de ses politiques publiques, l'AFD contribue à créer les conditions permettant au Nigéria de jouer pleinement son rôle au sein de la CEDEAO et dans les mécanismes de coopération régionale.

3. LA STRATEGIE DU GROUPE AFD

3.1 Les priorités thématiques et sectorielles

La stratégie du Groupe AFD au Nigéria s'inscrit dans la continuité de la stratégie précédente, moyennant la prise en compte de trois éléments nouveaux : (i) la nette amélioration du cadre de risque et des indicateurs macroéconomiques constatée depuis deux ans, (ii) l'insécurité croissante sur une partie de plus en plus grande du territoire et (iii) l'évolution des conditions financières de nos prêts dans un contexte budgétaire international et français en tension et de moindre disponibilité de ressources concessionnelles.

Cette évolution de l'environnement n'implique **pas un changement des priorités sectorielles** – alignées avec les stratégies *Agenda 2050 et Renewed Hope* du Nigéria, mais **l'ajustement du mode d'intervention et des outils mobilisés**.

Les priorités sectorielles guidant les interventions au Nigéria pour la période 2026-2030 sont synthétisées dans le cadre logique présenté en Annexe :

1. Formation et employabilité : renforcer la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, notamment pour les jeunes et les femmes, en ciblant les secteurs porteurs comme le numérique, l'agriculture et les industries culturelles et créatives.

2. Entrepreneuriat et financement des PME : faciliter l'accès au financement des très petites, petites et moyennes entreprises grâce aux synergies entre AFD, PROPARCO et Expertise France, tout en favorisant l'inclusion financière et l'égalité femmes-hommes.

3. Santé, protection sociale et services essentiels : renforcer la résilience des populations vulnérables face aux réformes économiques et à l'insécurité, notamment via l'accès aux soins, à l'assurance maladie, à l'eau potable et à la mobilité urbaine.

4. Infrastructures durables : développer des infrastructures résilientes dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau, de l'assainissement et du numérique.

5. Agriculture durable : améliorer la productivité, les chaînes de valeur, les infrastructures rurales et la transformation locale afin de renforcer la sécurité alimentaire.

3.2 Perspectives opérationnelles

Les perspectives de plan d'affaires sur les cinq ans de cette stratégie se situent entre 250 et 350M€ annuellement, dont 100 à 150M€ de financements non souverains.

Ces opérations viseront à promouvoir les deux principaux objectifs suivants :

I. Soutenir les moteurs d'une croissance inclusive et réductrice d'inégalités pour faire face aux vulnérabilités socio-économiques :

- Miser sur la formation professionnelle au profit de l'employabilité des jeunes et des femmes (TVET/ Enseignement supérieur)
    - Poursuivre l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage vers l'emploi
    - Favoriser l'employabilité de la jeunesse et des femmes à travers le renforcement de compétences clés dans des secteurs à fort potentiel et à forte capacité de main d'œuvre (secteurs créatifs et culturels, numérique, agriculture)
    - Agir sur l'opérationnalisation des politiques de formation professionnelle au travers d'un dialogue renforcé avec l'ensemble des acteurs institutionnels (*National Universities*

Commission, *National Board for Technical Education*, Ministère de l'éducation, Ministères sectoriels).

- Développer la coopération avec les autres acteurs du réseau France (Ambassade, CNRS, IRD, CIRAD, Institut Pasteur, etc.) au Nigéria, en favorisant la création d'opportunités économiques et à l'innovation

- Soutenir l'entrepreneuriat en facilitant l'accès au financement des TP/PME en jouant sur les synergies entre AFD, PROPARCO et EF
  - Appuyer les banques publiques et privées au Nigéria dans leur volonté d'accompagner les entreprises qui s'engagent en faveur de l'égalité femmes-hommes
  - Appuyer les institutions financières (incluant la microfinance) dans leur politique d'inclusion financière à réorienter les flux financiers vers des investissements maximisant les impacts socio-économiques tout en dynamisant les secteurs productifs variés y compris les ICC.
- Renforcer la résilience socio-économique des populations fortement impactées par les réformes macro-économiques (Santé/protection sociale) et l'insécurité
  - Promouvoir un accès des populations vulnérables à une assurance maladie et à une offre de soins de base
  - Contribuer à renforcer l'accès des populations les plus vulnérables dans le transport urbain (transport de masse) à des tarifs abordables et en toute sécurité
  - Contribuer à renforcer l'accès des populations les plus vulnérables aux autres services essentiels notamment à l'eau potable

II. Promouvoir la résilience du Nigéria face à la vulnérabilité au changement climatique

- Soutenir des projets d'infrastructures durables, sur les plans économique et climatique, (mobilité urbaine, énergie, eau et assainissement, infra numériques)
  - Poursuivre les programmes visant à améliorer l'accès à une énergie fiable et abordable pour améliorer l'approvisionnement des communautés non desservies pour un développement équitable et inclusif et renforcer la productivité économique et la rentabilité des entreprises nigérianes
  - Accompagner les autorités nigérianes dans le financement de nouvelles infrastructures adaptées aux impacts attendus du changement climatique via le renforcement des modalités de transport urbain, l'accès à l'eau potable, l'aménagement urbain durable, la mobilisation du secteur financier, le développement des infrastructures numériques et la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments

- Soutenir le développement d'une agriculture plus durable et performante sur les plans économique, social et environnemental, afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des individus
  - Désenclaver les zones rurales pour réduire les pertes post récoltes par la réhabilitation de corridors agro-logistiques jusqu'au centres de consommation urbaine et améliorer la commercialisation des produits, des marchés ruraux – effets sur l'attractivité des territoires et d'entraînement sur l'économie locale
  - Répondre aux enjeux nationaux en matière de promotion des bonnes pratiques de production en lien avec le changement climatique, la qualité des produits, l'organisation des filières (de l'amont à l'aval) et des producteurs
  - Contribuer à l'augmentation des capacités de production et de transformation locales, et à l'atteinte de la souveraineté alimentaire (développement de la filière agribusiness sur l'ensemble de la chaîne de valeur) en mettant en œuvre des synergies entre AFD, Proparco et EF : structuration de filière et de politiques publiques (AFD), financement des entreprises et des start-ups (PRO), assistance technique, rehaussement des standards ESG (EF).

3.3 Soutien à l'action diplomatique française et à l'agenda européen

La relation bilatérale entre la France et le Nigéria est en plein essor depuis plus de 10 ans, scandée par plusieurs visites officielles, dont la dernière visite d'Etat du Président Tinunbu à Paris en novembre 2024. Le Nigéria étant son premier partenaire commercial en Afrique de l'ouest (en 2024, les importations françaises depuis le Nigéria ont atteint 4,4Mds€ et 1Md€ pour les exportations françaises vers le Nigéria), la France souhaite faire monter en puissance son partenariat, en particulier dans les secteurs prioritaires de l'agenda transformationnel et accompagner le Nigéria à faire face aux défis auxquels il est confronté. Le groupe AFD s'inscrit pleinement dans cet agenda français concrétisé dans une stratégie d'investissement solidaire et durable qui repose sur trois axes : (i) la promotion de l'innovation et de l'entreprenariat, (ii) la réalisation d'infrastructures de qualité et durables et (iii) le renforcement de la souveraineté alimentaire du Nigéria. Ces objectifs sont ceux répondant le mieux à l'équation besoins du pays/intérêts français, susceptibles de concentrer une masse critique de financements et de partenariats à même de produire des résultats significatifs. La France souhaite par ailleurs maintenir un équilibre géographique nord/sud de ses interventions, y compris lorsque les conditions sécuritaires rendent délicates les interventions du groupe AFD. Le partenariat franco-nigérian s'inscrit également dans une stratégie de renforcement et stabilité au sein de la CEDEAO.

Le groupe AFD intervient en cohérence avec la stratégie européenne en phase de définition dans le cadre du pilier 3 « Global Europe » du cadre financier pluriannuel 2028-2034. L'Union européenne entend faire du secteur privé un levier géopolitique en mettant l'accent sur la promotion de ses entreprises via le Global Gateway, conçue comme un outil de projection économique et géopolitique. Les financements européens chercheront à mobiliser les investissements privés européens à l'international, renforcer leur compétitivité face aux grandes puissances et sécuriser des chaînes d'approvisionnement stratégiques. Les investissements se concentreront sur des secteurs stratégiques : énergie verte, eau et assainissement, numérique, transports durables et santé, où les entreprises européennes disposent d'un savoir-faire reconnu (cf. exemple du projet Omi Eko en encadré ci-dessous). Cette approche est également répliquée au titre du secteur privé au travers de la communauté EDFIs et à la collaboration entre PROPARCO et ses partenaires historiques (DEG, FMO et plus récemment BII).

Omi Eko, un projet Global Gateway par essence

Le projet *Omi Eko* à Lagos incarne parfaitement l'approche *Global Gateway*, combinant impacts sociaux, climatiques, et ancrage économique européen.

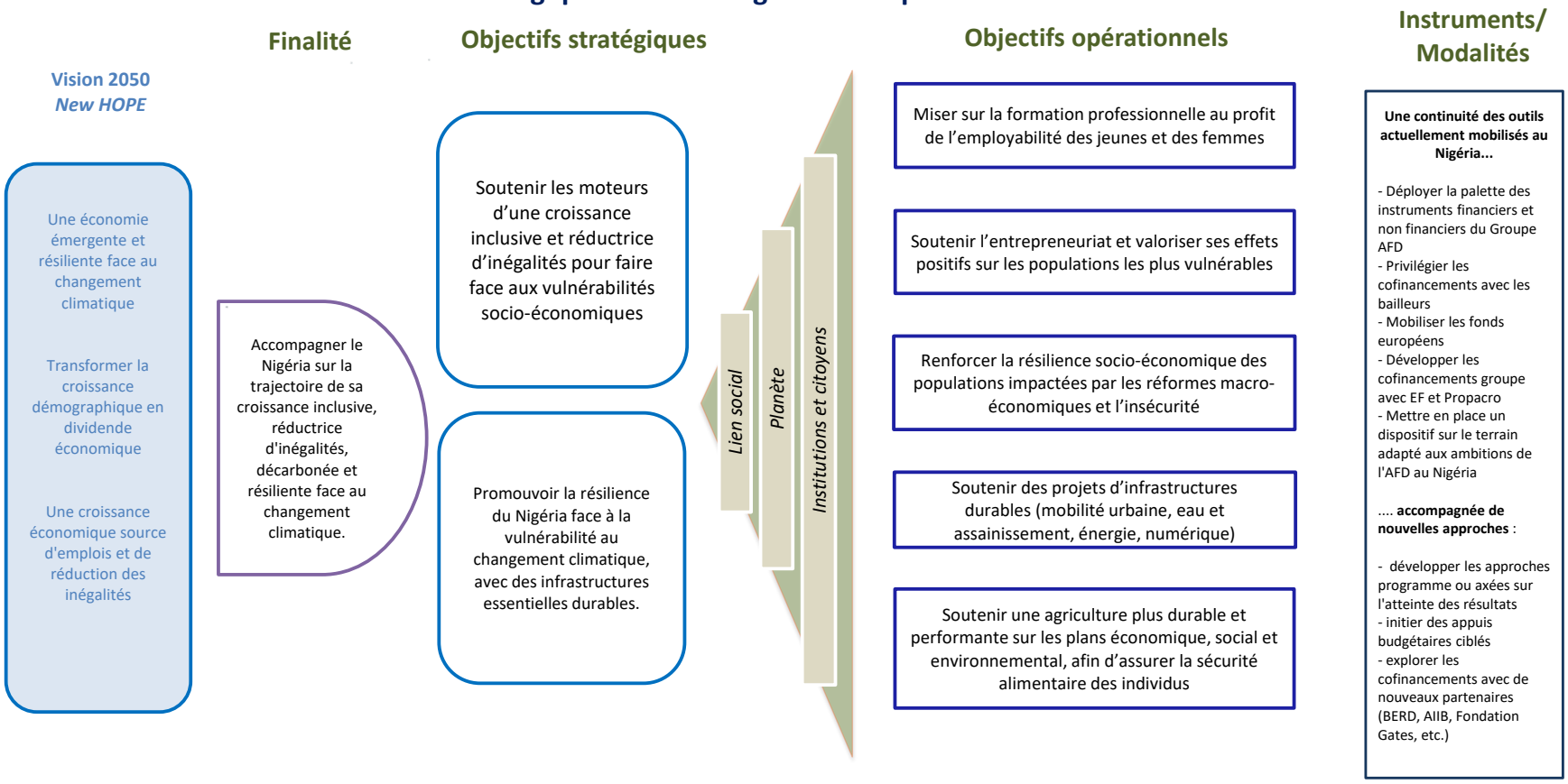
Au moyen d'une subvention de 60 millions d'euros (sur un investissement total de 410 millions d'euros, dont 130 millions de l'AFD), l'UE investit dans un système de transport urbain lagunaire 100 % électrique, conforme aux normes du *Global Gateway* et positionné sur le corridor stratégique Abidjan-Lagos.

Ce projet s'appuie sur l'expertise des entreprises européennes, de la conception à la réalisation, tandis que de nombreuses entreprises européennes se positionneront sur les marchés de fournitures de travaux et de matériel flottant, et ce dans le cadre de marchés transparents et équitables.

Les financements publics européens réduisent les risques et optimisent les coûts, rendant les investissements plus attractifs.

ANNEXE – CADRE LOGIQUE

Cadre logique de la Stratégie du Groupe AFD au NIGERIA



À propos du groupe AFD

L'Agence française de développement (AFD) est la banque d'investissement solidaire et stratégique de la France. Présente sur les cinq continents et dans les territoires d'Outre-mer, elle met en œuvre la politique française de coopération et de partenariats internationaux.

La force du groupe AFD repose sur la complémentarité de ses trois entités : l'AFD finance le secteur public et la société civile, Proparco accompagne le développement du secteur privé et Expertise France met en œuvre des projets de coopération technique. Dans un monde en profonde transformation, le groupe AFD investit au croisement des besoins de ses partenaires et des intérêts de la France et de l'Europe. Santé, éducation, accès à l'eau et à l'énergie, infrastructures stratégiques, climat et création d'emplois : ses interventions contribuent à relever les grands défis du développement. Notre modèle bancaire, sobre et efficace, permet d'optimiser l'utilisation des ressources publiques et de mobiliser des financements complémentaires pour amplifier les résultats de nos interventions. Le Groupe veille systématiquement à en mesurer les impacts, à en évaluer les effets et à rendre compte de son action en toute transparence.

En mobilisant financements, investissement privé et expertise au service de nos partenaires, de la France et de l'Europe, nous œuvrons pour bâtir un monde en commun.

AFD GROUPE

www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31